

par an sont attribués à la pollution domestique de l'air générée par le manque d'énergie propre et moderne pour la cuisson seulement (données de 2016).

Accès à l'énergie moderne

En 2020, le Bénin avait un taux d'accès national à l'électricité de 36,5%, accès variant de 10,4% en zones rurales à 64,9% en zones urbaines, parmi les plus faibles en Afrique subsaharienne où ces valeurs sont respectivement de 48,4%, 28,7% et 78,3%. Une vingtaine de communes du Bénin sur 77 avaient un taux d'accès à l'électricité inférieur à 5%.

Les données d'électrification montrent un écart entre le taux de couverture et le taux d'électrification officiel de 20,2% en 2020 dans les zones urbaines mais de 36% dans les zones rurales⁶. Il s'explique principalement par les difficultés rencontrées par les ménages ruraux à supporter les coûts du raccordement des installations intérieures.

Afin de contribuer activement au développement économique et social durable du pays, le secteur devrait assurer à l'ensemble des Béninois, urbains et ruraux, un accès universel à une énergie propre, disponible et sécurisée à l'horizon 2035 (ramené à 2030 par la nouvelle stratégie nationale d'électrification et son plan de mise en œuvre), tout en renforçant la position centrale qu'occupe le pays dans les marchés énergétiques de la région. En effet, le Centre d'information et de coordination (CIC) du West African Power Pool (WAPP) se trouve au Bénin.

Les principales parties prenantes

D'un point de vue institutionnel, le secteur de l'énergie du Bénin a connu plusieurs mutations au cours des dernières années, au gré des orientations politiques et de la volonté des pouvoirs publics de s'inscrire dans les meilleures pratiques en matière de politique énergétique, notamment en matière d'intégration des énergies renouvelables, d'accès à l'électricité et aux autres énergies modernes, ainsi que de garantie d'accès à une énergie à moindre coût. Le secteur de l'énergie est marqué par l'implication de plusieurs acteurs clés, primaires et secondaires qui sont décrits ci-après de façon synthétique:

ACTEURS CLÉS en tant que détenteurs d'obligations: (i) Le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines (MEEM), à travers ses directions techniques : Direction générale des ressources énergétiques (DGRE) ; Direction générale des hydrocarbures et autres combustibles fossiles (DGHCF) et Direction de la planification, de l'administration et des finances (DPAF) et plusieurs structures sous tutelle : Société béninoise d'énergie électrique (SBEE), Société béninoise de production d'électricité (SBPE), Agence béninoise d'électrification rurale et de maîtrise d'énergie (ABERME), Agence de contrôle des installations électriques (CONTRELEC) et la Société nationale des hydrocarbures du Bénin (SNHB); (ii) La Présidence de la République du Bénin à travers l'Autorité de régulation de l'électricité (ARE), la Cellule stratégique de développement du secteur de l'électricité, le Bureau d'analyse et d'investigation (BAI) et le Secrétariat général de la Présidence de la République (SGPR); (iii) Le Ministère du cadre de vie et du développement durable (MCVDD), à travers la Direction générale de l'environnement et du climat (DGEC), la Direction générale des eaux, forêts et chasse (DGEFC), l'Agence béninoise pour l'environnement (ABE), et le Fonds national pour l'environnement et le climat (FNEC).

ACTEURS PRIMAIRES : (i) Le Ministère de l'économie et des finances (MEF) dont plusieurs structures sont en lien avec le secteur de l'énergie : la Direction générale du budget (DGB), la Direction générale des impôts (DGI), la Direction générale du financement du développement (DGFD), la Direction nationale du contrôle des marchés publics (DNCMP), l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTaD) et la Cellule de suivi des programmes économiques et financiers ; (ii) Le Ministère du développement et de la coordination de l'action gouvernementale (MDCAG) qui dispose de trois directions principales : la Direction générale des politiques de développement (DGPD), la Direction générale de la coordination et du suivi des Objectifs de développement durable (DGCSODD) et la Direction générale de l'évaluation et de l'observatoire du changement social (DGEOCS) ; (iii) Le Ministère de l'industrie et du commerce (MIC) à travers le Comité interministériel de fixation des prix des produits pétroliers, et l'Agence nationale de normalisation, de métrologie et du contrôle qualité (ANM); (iv) Le Ministère de la décentralisation et de la gouvernance locale (MDGL) qui intervient dans le secteur de l'énergie à partir des communes à travers : la Direction des collectivités territoriales (DCT), le Secrétariat permanent de la Commission nationale des finances locales (CONAFIL), le Fonds d'appui au développement des communes (FADEC) ; (v) Le

⁶ Taux de couverture TC = population vivant dans les localités électrifiées / population totale de la zone ; Taux de desserte TD = population ayant effectivement accès au service (desservie) / population des localités électrifiées ; Taux d'électrification TE = population desservie / population totale de la zone ; = TC * TD.